

Emmanuel Macron dope-t-il autant la croissance que le gouvernement l'affirme ?



Le déluge de propagande macroniste qui s'abat depuis des mois sur la France trouve un terrain d'extension privilégié dans les statistiques. La croissance serait revenue, forte et solide et devinez grâce à qui ? Mais si l'on regarde les chiffres de plus près on se rend compte que la France est poussive, à la traîne et que la politique fiscale macronienne va la plomber !

Avec Serge
Federbusch

Bravo pour l'entourloupe !
Dissipons l'écran de fumée.

Tout d'abord, comme sous Hollande, la France fait moins bien que la plupart des autres grands pays industrialisés sans même évoquer les nouvelles économies développées d'Asie.

L'OCDE prévoit que l'économie mondiale connaîtra une croissance de 3.6 % cette année, de 3.7 % en 2018 puis de 3.6 % en 2019. Ce résultat peut paraître mirobolant à l'aune française mais il traduit en réalité un léger ralentissement par rapport aux années qui viennent de s'écouler et, surtout, il est à la merci de la fragilité du système financier mondial.

Si l'on regarde dans le détail, aux États-Unis, la croissance devrait ressortir à 2.2 % en 2017 puis atteindre 2.5 % en 2018 avant de redescendre à 2.1 % en 2019. Mais Trump, avec sa politique agressive de baisse d'impôt, de relocalisation des activités industrielles et de baisse du dollar, fait tout pour doper ce chiffre.

Dans la zone euro, la croissance devrait s'établir à 2.4 % en 2017 et 2.1 % en 2018 pour revenir à 1.9 % en 2019.

Mais tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. Une fois de plus le système mis en place dans l'Euroland bénéficie à l'Allemagne de manière cumulative puisque, plus le temps passe, plus l'économie allemande capitalise sur un taux de change qui l'avantage par comparaison avec ses partenaires européens, ces derniers étant entrés avec une productivité industrielle bien inférieure.

En Allemagne, l'économie devrait donc croître au rythme de 2.5 % en 2017, 2.3 % en 2018 et 1.9 % en 2019 alors que la France devrait enregistrer une croissance de 1.8 % seulement sur la période 2017-18 et de 1.7 % en 2019.

Comme sous Hollande, seule l'Italie fera moins bien parmi les grands pays européens. Macron et sa politique ne font donc rien à l'affaire si ce n'est perpétuer nos handicaps.

Car la politique fiscale et budgétaire de Macron aura un effet dépressif qui viendra limiter la croissance induite par celle des échanges mondiaux et l'investissement spontané des entreprises.

La hausse de la CSG et les relèvements de taxes sur le tabac et les carburants vont fortement affecter les ménages en début d'année 2018. Les soi-disant compensations (baisse de la taxe d'habitation et des cotisations sociales, transformation de l'ISF...) auront un effet partiel et fragmenté.

Dès le 1er janvier, la CSG augmentera de 1,7 point. Si Macron a claironné la suppression des cotisations salariales chômage et maladie, cette diminution n'interviendra qu'en deux temps : une baisse de 2,2 points au 1er janvier puis de 0,95 point en octobre et, surtout, elle ne concerne pas des catégories importantes de la population : retraités, indépendants et fonctionnaires notamment. Pour ces derniers, les compensations promises sont encore nébuleuses.

Quant à la fiscalité des produits énergétiques, en particulier des carburants, elle va être revue à la hausse au 1er janvier du fait de la montée en charge de la taxe carbone, tandis que les prélèvements sur le tabac vont augmenter en mars (après une première hausse en novembre dernier).

La transformation de l'ISF en impôt sur l'immobilier ne jouera qu'au moment de son paiement, à partir du deuxième trimestre, tandis que la baisse de 30% de la taxe d'habitation, elle, n'aura d'effet qu'en novembre pour les contribuables non mensualisés, soit les deux tiers d'entre eux, rappelle l'Insee. 20% des contribuables n'auront pas de ristourne mais ce sont souvent ceux qui paient le plus !

Bref, on est dans la plus pure tradition de l'enfumage fiscal hollandiste. La politique de Macron va dégrader d'au moins 0,7 point le pouvoir d'achat des ménages au 1er trimestre 2018 selon l'Insee. Sur l'ensemble de l'année, les prélèvements obligatoires devraient augmenter de 4,5 milliards d'euros, soit une baisse de 0,3 point de pouvoir d'achat en moyenne annuelle.

Tout cela pèsera sur la croissance. Et pour quelle raison ? Comptaire comme toujours aux désidératas européens dont Macron veut se présenter comme un champion dans sa narcissique entreprise.

Mais les faits sont têtus. Malgré le bourrage de crâne et la complaisance extrême de médias aux mains d'oligarques qui vont empocher cash, eux, les effets de la suppression de l'ISF dans sa partie biens mobiliers, la situation économique française ne s'améliorera que peu. Que l'Euro grimpe encore face au dollar, le pétrole du fait des bisbilles Iran-Arabie et les taux d'intérêt du fait des incertitudes financières et la baudruche macronienne finira par dégonfler.